



CONVENTION DE JUMELAGE

BARREAU DE CLERMONT-FERRAND

BARREAU DE FLORENCE

CONVENTION DE JUMELAGE
BARREAU DE CLERMONT-FERRAND
ORDRE DES AVOCATS DE FLORENCE

ENTRE :

L'ordre des avocats au barreau de Clermont-Ferrand, représenté par son bâtonnier, Claude SAVARY, d'une part,

Et

L'ordre des avocats au barreau de Florence, représenté par son bâtonnier, Sergio PAPARO d'autre part,

PREAMBULE

Les barreaux de Clermont-Ferrand et de Florence, soucieux de développer des relations privilégiées, animés d'une préoccupation commune quant à l'avenir de la profession d'avocat dans le monde et particulièrement dans le cadre du partenariat entre les deux pays considèrent qu'il convient de mettre en place une coopération étroite entre eux afin de répondre à un certain nombre de nécessités communes.

Il s'agit en particulier :

- de permettre aux avocats des deux barreaux d'appréhender dans les meilleures conditions les rapports juridiques de plus en plus complexes et diversifiés, engendrés par les relations économiques entre les deux pays et les relations sociales entre les citoyens.
- d'améliorer le service rendu aux usagers du droit italien et du droit français par une meilleure connaissance réciproque des systèmes juridiques et judiciaires des deux pays.
- de développer des relations fraternelles et d'amitié entre les avocats des deux barreaux.

Cette démarche commune doit également répondre aux nécessités professionnelles suivantes :

- favoriser les relations entre les deux ordres, en particulier par le biais d'une information réciproque quant aux questions d'éthique, de déontologie professionnelle, aux règles fondamentales de la profession, à l'organisation et à la formation professionnelle.

- assurer une promotion durable des rencontres au niveau personnel et professionnel des avocats des deux barreaux.
- améliorer le service prêté aux usagers du droit Italien et du droit français moyennant une meilleure connaissance réciproque des systèmes juridiques, constitutionnels et judiciaires des deux pays, en procurant l'échange de documentation et fonds bibliographiques.
- permettre l'adoption de positions et d'initiatives communes quant à des questions relatives à la défense des intérêts communs de la profession ou toutes autres questions qui nécessiteraient une telle attitude.
- mettre en place une collaboration active en toutes matières qui concernent la vie des ordres, que ce soit au quotidien ou lors de manifestations spécifiques telles que rentrées solennelles, colloques, formations continues etc.

A cet effet, les deux ordres conviennent ce qui suit :

ARTICLE 1 : ECHANGES DE VUES ET D'INFORMATION

1.1 Les barreaux de Clermont-Ferrand et Florence organiseront périodiquement des rencontres de délégations d'avocats des deux ordres pour des échanges de vues et d'informations portant notamment sur l'exercice de la profession, les règles professionnelles des avocats, et l'organisation professionnelle des deux ordres.

Ces rencontres auront lieu au moins une fois par an, à l'occasion de la rentrée de l'un ou l'autre des barreaux signataires de la présente convention. Les barreaux déterminent d'un commun accord, chaque année, au moins trois mois à l'avance, les sujets qui seront traités au cours de ces rencontres.

1.2 Les barreaux de Clermont-Ferrand et de Florence se tiendront mutuellement informés de toute évolution juridique, fiscale, sociale et judiciaire relative à l'exercice de la profession d'avocat au niveau national.

Ils échangeront toutes informations sur les tendances, les systèmes et les manifestations de formation permanente dans le domaine juridique, fiscal, social et professionnel, informations pouvant intéresser le barreau de l'autre pays.

1.3 Chacun des barreaux désignera un délégué qui sera chargé d'assurer les contacts réguliers avec le délégué de l'autre barreau.

Les délégués respectifs seront désignés par chacun des ordres dans le mois de la signature de la présente convention. Les délégués établiront dans le mois de

leur désignation de commun accord, la liste non exhaustive des documents et publications établis par leur ordre contenant des informations susceptibles d'intéresser l'autre barreau, dont ils organiseront la transmission régulière.

- 1.4 Les barreaux de Clermont-Ferrand et Florence s'informeront réciproquement de tout voyage qui serait organisé pour leurs membres ou certains d'entre eux, dans la ville de l'autre barreau et cela aux fins d'organiser à cette occasion des rencontres.

ARTICLE 2 – STAGES PRATIQUES

- 2.1 Les barreaux de Clermont-Ferrand et de Florence s'engagent à promouvoir la possibilité pour de jeunes avocats ou stagiaires de l'autre barreau de se familiariser avec la pratique des avocats de leur barreau, entre autre au moyen de stages auprès d'avocats de leur barreau.
- 2.2. Les bâtonniers des ordres des avocats de Clermont-Ferrand et de Florence conviendront des arrangements nécessaires pour mettre en œuvre cette promotion.
- 2.3 Les barreaux de Clermont-Ferrand et de Florence fourniront réciproquement toutes les informations nécessaires pour renseigner leurs membres sur les conditions et les conséquences de l'établissement d'un avocat de l'autre barreau, dans leur pays, en particulier quant aux règles professionnelles et déontologiques qui leur seraient applicables.

Les barreaux prêteront aide et assistance aux membres de l'autre barreau, notamment dans l'accomplissement de leurs obligations réglementaires au sein de leur barreau.

ARTICLE 3 – COLLABORATION BIBLIOTHECAIRE

Les barreaux de Clermont-Ferrand et Florence conviennent de remettre, pourvu qu'il soit possible, la documentation législative, jurisprudentielle ou doctrinale demandée.

Afin d'obtenir une meilleure coordination, les deux parties conviennent de désigner un coordinateur en tant que contact dans chaque bibliothèque ou centre de documentation ou département équivalent du barreau correspondant. :

- d'une part, l'ordre des avocats de Clermont-Ferrand, désigne Maître
.....
membre du conseil de l'ordre, chargé de la bibliothèque comme coordinateur.
En son absence, les personnes à contacter seraient Mesdames Anita MOLINIER et Marie-Josée BLAUDY en leur qualité de secrétaires du

bâtonnier.

- d'un autre côté, l'ordre des avocats de Florence, désigne Maître en tant que de la bibliothèque. En son absence, la personne à contacter serait

ARTICLE 4 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée et/ou complétée d'un commun accord des deux barreaux par un avenant écrit.

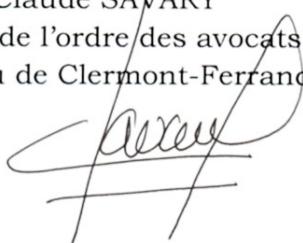
ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur le jour de sa signature par les bâtonniers de Clermont-Ferrand et Florence, sous réserve de sa ratification par les conseils de l'ordre des deux barreaux contractants.

Fait en deux exemplaires à Clermont-Ferrand

Le

Monsieur Claude SAVARY
Bâtonnier de l'ordre des avocats
au barreau de Clermont-Ferrand



Monsieur Sergio PAPARO
Bâtonnier de l'ordre des avocats
au barreau de Florence

Ratifié le
Par le conseil de l'ordre des avocats au barreau de Clermont-Ferrand

Ratifié le
Par le conseil de l'ordre des avocats au barreau de Florence



CONVENZIONE DI GEMELLAGGIO
BARREAU DI CLERMONT-FERRAND
ORDINE DEGLI AVVOCATI DI FIRENZE

**CONVENZIONE DI GEMELLAGGIO
BARREAU DI CLERMONT-FERRAND
ORDINE DEGLI AVVOCATI DI FIRENZE**

FRA

L'ordine degli avvocati del Foro di Clermont-Ferrand, rappresentato dal suo Presidente, Claude SAVARY, da un lato

E

L'ordine degli avvocati del Foro di Firenze, rappresentato dal suo Presidente, Sergio PAPARO, dall'altro lato.

PREAMBOLO

Gli ordini degli avvocati di Clermont-Ferrand e di Firenze, desiderosi di sviluppare relazioni privilegiate, spinti da una preoccupazione comune sull'avvenire della professione d'avvocato nel mondo ed in particolare nell'ambito del partenariato fra i due paesi, considerano utile istituire una stretta collaborazione fra di loro per poter rispondere ad un certo numero di necessità comuni.

Si tratta in particolare :

- Di permettere agli avvocati dei due ordini di trattare nelle migliori condizioni i rapporti giuridici sempre più complessi e diversificati generati dalle relazioni economiche fra i due paesi e dalle relazioni sociali fra i cittadini.
- Di migliorare il servizio reso agli utenti del diritto italiano e del diritto francese mediante una migliore conoscenza reciproca dei sistemi giuridici e giudiziari dei due paesi.
- Di sviluppare le relazioni collegiali e di amicizia fra gli avvocati dei due ordini.

Questa iniziativa comune deve rispondere anche alle necessità professionali seguenti :

- Favorire le relazioni fra i due ordini, in particolare mediante uno scambio reciproco di informazioni sulle questioni di etica, di deontologia professionale, sulle regole fondamentali della professione, sull'organizzazione e sulla formazione professionale.

- Assicurare la promozione durevole di incontri a livello personale e professionale degli avvocati dei due ordini.
- Migliorare il servizio reso agli utenti del diritto italiano e del diritto francese mediante una miglior conoscenza reciproca dei sistemi giuridici, costituzionali e giudiziari dei due paesi, grazie allo scambio di documentazione e di bibliografia.
- Permettere la presa di posizioni ed iniziative comuni in merito alla difesa di interessi comuni della professione o a qualsiasi altra materia che necessitasse tale atteggiamento.
- Istituire una collaborazione attiva in tutte le materie che riguardano la vita degli ordini, sia quotidianamente che in caso di eventi specifici come i rientri annuali solenni, i colloqui, le formazioni permanenti, ecc.

A tale scopo i due ordini convengono quanto segue :

ARTICOLO 1 : SCAMBI DI VEDUTE ED DI INFORMAZIONI

- 1.1. Gli ordini degli avvocati di Clermont-Ferrand e di Firenze organizzeranno periodicamente incontri di delegazioni di avvocati dei due ordini per scambi di vedute e di informazioni specialmente in merito all'esercizio della professione, alle regole professionali degli avvocati e all'organizzazione professionale dei due ordini.

Questi incontri avranno luogo almeno una volta all'anno, in occasione del rientro dell'uno e dell'altro degli ordini firmatari della presente convenzione. Gli ordini decidono di comune accordo, ogni anno, con almeno tre mesi di anticipo, gli argomenti che saranno trattati durante questi incontri.

- 1.2. Gli ordini degli avvocati di Clermont-Ferrand e di Firenze si terranno vicendevolmente informati su tutte le evoluzioni giuridiche, fiscali, sociali e giudiziarie inerenti l'esercizio della professione di avvocato a livello nazionale.

Si scambieranno tutte le informazioni inerenti le tendenze, i sistemi e le manifestazioni di formazione permanente nell'ambito giuridico, fiscale, sociale e professionale, informazioni che possano interessare l'ordine degli avvocati dell'altro paese.

- 1.3. Ciascun ordine degli avvocati designerà un delegato incaricato di assicurare regolarmente i contatti con il delegato dell'altro ordine.

I rispettivi delegati saranno designati da ciascun ordine entro un mese dalla firma della presente convenzione. I delegati redigeranno entro un mese

dalla loro designazione, di comune accordo, la lista non esaustiva dei documenti e delle pubblicazioni stabilita dal loro ordine che comprenda informazioni suscettibili di interesse per l'altro ordine e ne organizzino la trasmissione regolare.

- 1.4. Gli ordini degli avvocati di Clermont-Ferrand e di Firenze si informeranno reciprocamente di ogni viaggio organizzato per i loro membri o per taluni di essi, nella città dell'altro ordine degli avvocati, cio' per organizzare incontri in quell'occasione.

ARTICOLO 2 – STAGES PRATICI

- 2.1. Gli ordini degli avvocati di Clermont-Ferrand e di Firenze s'impegnano a promuovere la possibilità per giovani avvocati o praticanti dell'altro ordine di familiarizzarsi con la pratica d'avvocato del loro foro, tra l'altro mediante stages presso avvocati del loro ordine.
- 2.2. I presidenti degli ordini degli avvocati di Clermont-Ferrand e di Firenze definiranno gli accordi necessari per la messa in opera di questa iniziativa.
- 2.3. Gli ordini degli avvocati dei fori di Clermont-Ferrand e di Firenze si forniranno reciprocamente tutte le indicazioni necessarie per informare i loro membri sulle condizioni e le conseguenze dell'installazione d'un avvocato dell'altro foro nel loro paese, in particolare per quanto concerne le regole professionali e deontologiche applicabili nei loro confronti.

Gli ordini degli avvocati presteranno aiuto e assistenza ai membri dell'altro ordine, in particolare perchè essi possano espletare gli obblighi regolamentari in seno al loro ordine.

ARTICOLO 3 – COLLABORAZIONE BIBLIOTECARIA

Gli ordini degli avvocati dei fori di Clermont-Ferrand e di Firenze, convengono di trasmettersi, nel limite delle possibilità, la documentazione legislativa, giurisprudenziale o dottrinale richiesta.

Allo scopo di ottenere una miglior coordinazione, le due parti decidono di nominare un coordinatore a titolo di contatto in ciascuna biblioteca o centro di documentazione o dipartimento equivalente dell'ordine del foro corrispondente :

- Da un lato, l'ordine degli avvocati del foro di Clermont-Ferrand designa l'avv.
membro del consiglio dell'ordine, quale incaricato della biblioteca a titolo di coordinatore.
In sua assenza, le persone da contattare sono le signore Anita MOLINIER e Marie-Josée BLAUDY in qualità di segretarie del presidente dell'ordine degli avvocati.

- Dall'altro lato, l'ordine degli avvocati del foro di Firenze designa l'avv.
.....
quale della biblioteca. In sua assenza, la persona da contattare è
.....

ARTICOLO 4 : MODIFICHE DELLA CONVENZIONE

La presente convenzione potrà essere modificata e/o completata di comune accordo dai due ordini degli avvocati mediante una clausola addizionale scritta.

ARTICOLO 5 : ENTRATA IN VIGORE DELLA CONVENZIONE

La presente convenzione entrerà in vigore il giorno della sua firma da parte dei presidenti degli ordini degli avvocati dei Fori di Clermont-Ferrand e di Firenze, su riserva della sua ratifica da parte dei Consigli dell'ordine dei due fori contraenti.

Fatto in due esemplari a Clermont-Ferrand
II

Claude SAVARY
Presidente dell'ordine degli avvocati
del foro di Clermont-Ferrand



Sergio PAPARO
Presidente dell'ordine degli avvocati
del foro di Firenze

Ratificato il
dal consiglio dell'ordine degli avvocati del foro di Clermont-Ferrand

Ratificato il
dal consiglio dell'ordine degli avvocati del foro di Firenze